



Février 2010

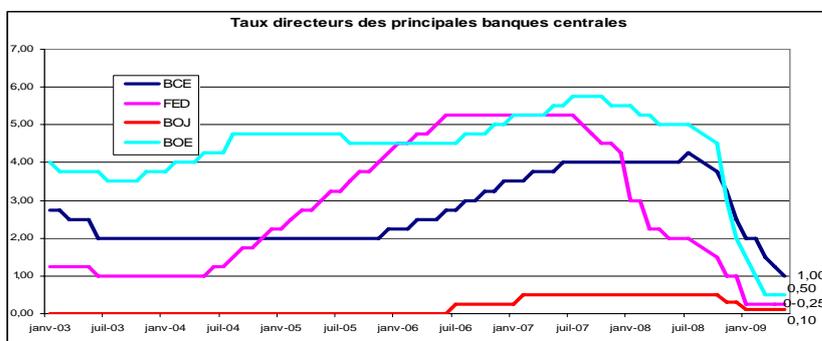
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 4 février 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 la croissance de la zone euro sera modérée, la reprise sera irrégulière et l'incertitude entourant cette perspective demeure élevée.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 27 janvier 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Selon la première estimation du département du Commerce, le PIB des Etats-Unis a crû de 5,7 % au quatrième trimestre 2009 en rythme annuel et reculé de 2,4 % sur l'ensemble de l'année. En décembre 2009, les dépenses de consommation des ménages américains sont en hausse de 0,2 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation mesurés en décembre ont progressé de 0,1 % sur un mois. La production industrielle a augmenté de 0,6 % par rapport à novembre. Les Etats-Unis d'Amérique ont perdu 22 000 emplois en janvier 2010 contre 150 000 en décembre 2009. Le taux de chômage, qui reste stable, est estimé à 9,7 % contre 10 % en décembre 2009.



### Chômage

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France...

En France métropolitaine, à fin décembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'établit à 2 611 700, soit une baisse sur un mois en données corrigées des variations saisonnières de 0,7 % (- 18 700 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 18,5 % (+ 23,1 % pour les hommes et + 13,6 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 17,3 %.

... hausse du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en décembre 2009 contre 9,9 % en novembre. Il était de 8,2 % en décembre 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en décembre 2009. Il était de 7,6 % en décembre 2008.

### Inflation

Légère reprise de l'inflation en France et dans la zone euro

En décembre 2009, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % sur un mois ; sur un an, il croît de 0,2 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,8 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1 % en janvier 2010. En décembre, le taux était de 0,9 %.

## Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

La Banque centrale de Chine relève ses taux pour enrayer la surchauffe de l'économie

## Informations bancaires

Le microcrédit personnel accompagné

## Publications au Journal Officiel de la République

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 26 janvier 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La BoJ a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2010 à 1,3 % et estimé que la baisse des prix à la consommation hors produits frais sera moins forte. En décembre 2009, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,2 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,3 % sur un an en décembre. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,1 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1% contre 5,2 % en novembre. En décembre 2009, les exportations japonaises ont crû de 12,1 % sur un an, les importations ont reculé de 5,5 % et l'excédent commercial a atteint 4,3 milliards d'euros.

Le PIB chinois a augmenté de 10,7 % au quatrième trimestre 2009 et de 8,7 % sur l'ensemble de l'année. La production industrielle de la Chine a augmenté de 11 % en 2009. En décembre 2009, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 1,9 % pour le deuxième mois consécutif. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 17,7 % et 55,9 % au mois de décembre 2009 en glissement annuel.

La banque centrale de Chine a relevé à compter du 18 janvier 2010 le ratio des réserves obligatoires pour les grandes banques (+ 50 points de base) ainsi que le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 1 an.

Comme suite à l'annonce de la FBF (Fédération bancaire française), un nouveau dispositif national destiné à favoriser l'accès au crédit des personnes non éligibles à un financement classique va être mis en place. Il est dénommé microcrédit accompagné (MCA).

Le MCA financera des projets permettant l'accès, le maintien, le retour à l'emploi ou la réalisation de projets d'insertion sociale. Les emprunteurs devront bénéficier d'un accompagnement social pendant toute la durée de l'opération ; l'accompagnateur sera l'intermédiaire entre l'emprunteur et la banque.

La FBF a élaboré les principes interbancaires du MCA auxquels adhèrent tous les grands groupes bancaires et qu'elle proposera aux acteurs sociaux (associations, secteur public). Ces principes définissent le fonctionnement de ce nouveau produit (population cible, rôle de l'accompagnement, mise en œuvre...).

Un responsable MCA a été désigné à la FBF ; il est chargé de la mise en place de ce dispositif en coordination avec les groupes bancaires chacun représentés par un correspondant MCA. Celui-ci participera aux travaux de la profession et définira la politique et l'offre de son établissement.

1 - Fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance  
L'ordonnance n° 2010-76 du 21 janvier 2010 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance a été publié au Journal Officiel de la République du 22 janvier 2010.

2 - Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme  
Le décret n° 2010-69 du 18 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a été publié au Journal Officiel de la République du 20 janvier 2010.

3 - Instruments financiers et assurance sur la vie  
Le décret n° 2010-40 du 11 janvier 2010 relatif aux conventions entre producteurs et distributeurs en matière de commercialisation d'instruments financiers et de produits d'assurance sur la vie a été publié au Journal Officiel de la République du 13 janvier 2010.

## 2 – Actualité régionale

### Japon

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 26 janvier 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La BoJ a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2010 à 1,3 % et estimé que la baisse des prix à la consommation hors produits frais sera moins forte. En décembre 2009, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,2 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,3 % sur un an en décembre. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,1 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1% contre 5,2 % en novembre. En décembre 2009, les exportations japonaises ont crû de 12,1 % sur un an, les importations ont reculé de 5,5 % et l'excédent commercial a atteint 4,3 milliards d'euros.

### Chine

La Banque centrale de Chine relève ses taux pour enrayer la surchauffe de l'économie

Le PIB chinois a augmenté de 10,7 % au quatrième trimestre 2009 et de 8,7 % sur l'ensemble de l'année. La production industrielle de la Chine a augmenté de 11 % en 2009. En décembre 2009, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 1,9 % pour le deuxième mois consécutif. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 17,7 % et 55,9 % au mois de décembre 2009 en glissement annuel.

La banque centrale de Chine a relevé à compter du 18 janvier 2010 le ratio des réserves obligatoires pour les grandes banques (+ 50 points de base) ainsi que le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 1 an.

### Australie

La Banque centrale australienne laisse son taux inchangé

La banque centrale australienne a décidé, le 2 février, de maintenir son taux directeur à 3,75 %. La banque souhaitait, entre autres, mesurer l'impact des trois derniers relèvements avant de prendre une nouvelle décision de hausse.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, l'indice des prix à la consommation australien a crû de 0,5 % par rapport au trimestre précédent, après une croissance de 1 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009. Sur un an, l'indice a progressé de 2,1 %. Cette hausse des prix au 4<sup>ème</sup> trimestre a résulté principalement de l'augmentation des prix des « loisirs » (+1,5 %) et de « l'alimentation » (+1,4 %), modérée par la baisse des prix de la « santé » (-0,9 %) et du « transport » (-0,8 %).

### Nouvelle-Zélande

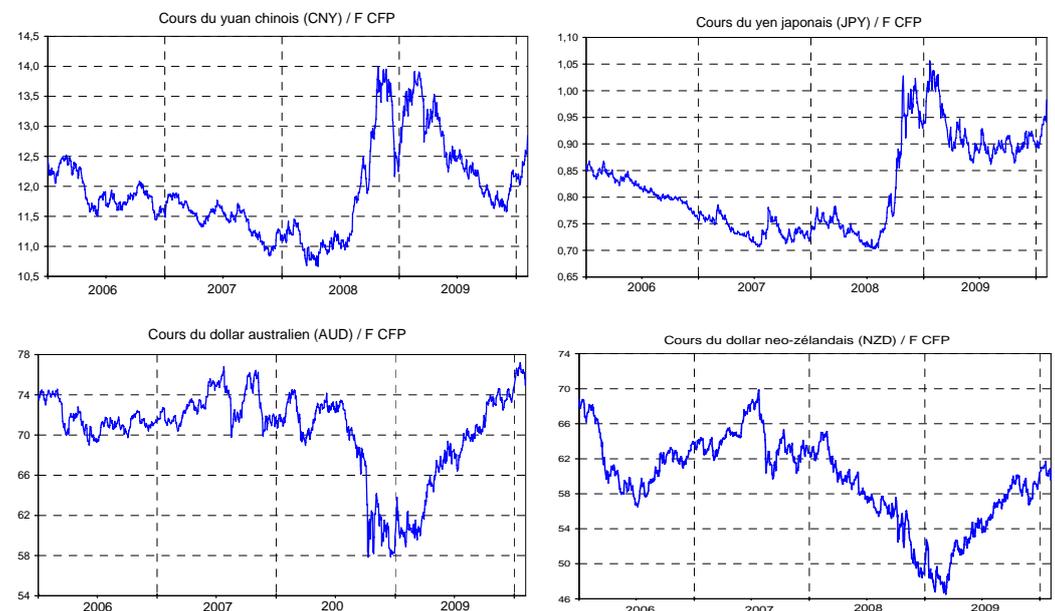
Progression du chômage au dernier trimestre 2009

La Nouvelle-Zélande a enregistré, au dernier trimestre 2009, un taux de chômage de 7,3 %, le plus élevé depuis dix ans. Par rapport au troisième trimestre 2009, elle comptait 18 000 chômeurs supplémentaires. Le nombre de chômeurs s'est élevé, au 4<sup>ème</sup> trimestre, à 168 000, ce qui représente son niveau le plus haut depuis 16 ans. Selon le gouvernement néo-zélandais, la hausse du chômage est imputable à l'augmentation du nombre de personnes entrant dans la population active mais ne trouvant pas d'emplois.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, l'indice des prix à la consommation néo-zélandais a reculé de 0,2 % par rapport au trimestre précédent. « L'alimentation » a enregistré la plus forte baisse sur le trimestre (-2,4 %) tandis que le « transport » a crû de 1,5 %.

### Parité des monnaies

Hausse du yuan et du yen



Léger repli des dollars australien et néo-zélandais

### 3 – Brèves économiques locales

#### Surendettement en Nouvelle-Calédonie

Le 1<sup>er</sup> avril 2007, le dispositif de traitement du surendettement des particuliers a été étendu à la Nouvelle-Calédonie, le secrétariat de la commission étant assuré par l'agence de Nouméa de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer.

Entre avril 2007 et décembre 2009, 185 dossiers ont été déposés auprès de l'IEOM, soit une moyenne de 6 dossiers par mois. Sur cette période, 151 dossiers ont été déclarés éligibles au dispositif (dont 64 sur l'année 2009), c'est-à-dire considérés comme présentant un niveau d'endettement manifestement excessif au regard des capacités de remboursement des ménages considérés.

Depuis le début de l'activité de surendettement en Nouvelle-Calédonie, 60 plans conventionnels de règlement ont pu être conclus entre les débiteurs et les créanciers, tandis que, dans les cas où aucune solution amiable n'a pu être trouvée, 38 recommandations ont été homologuées par les autorités judiciaires. 12 dossiers ont été orientés vers la procédure de rétablissement personnel, avec l'accord des débiteurs concernés.

#### Recommandations de la Chambre Territoriale des Comptes sur la gestion d'Air Calédonie

Le rapport publié par la Chambre Territoriale des Comptes indique que la compagnie aérienne domestique Air Calédonie a enregistré, entre 2000 et 2009, près de 900 millions de F CFP de pertes. Elle prévoit qu'au terme du premier trimestre 2010, son déficit serait de 372 millions de F CFP supplémentaires. La Chambre propose plusieurs recommandations qui permettraient à la société de devenir viable. Elle préconise notamment une recapitalisation de la société, une réduction de la masse salariale de 10 % et une augmentation des tarifs moyens de 7 %.

#### Hausse des prix des carburants

Les carburants ont vu leurs prix augmenter au 1<sup>er</sup> février 2010. Le prix du litre d'essence s'établit ainsi à 129,2 F CFP (+3,6 %) et celui du gasoil à 101,9 (+5,8 %). La hausse du prix de l'essence sans plomb s'explique par l'accroissement des prix du carburant à Singapour et par une meilleure qualité avec l'application d'une nouvelle norme sur la teneur en soufre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### Bons résultats 2009 de la SNNC, co-entreprise SMSP-POSCO

La Société du Nickel de Nouvelle-Calédonie et de Corée Co. Ltd (SNNC), détenue à hauteur de 51% par la SMSP et à 49% par POSCO, a généré un bénéfice net de 6 milliards de F CFP sur l'année 2009, tandis que la Nickel Mining Company SAS (NMC), autre co-entreprise, a enregistré une perte de 1,3 milliard de F CFP sur l'exercice clos au 30 juin 2009. Les bons résultats de l'usine coréenne s'expliquent, notamment, par un coût de production relativement faible (4,32 \$ la livre) et par une montée en puissance rapide de l'unité atteignant sa pleine capacité (30 000 tonnes) dès octobre 2009. La production sur l'année 2009 s'est élevée à 21 352 tonnes de nickel métal. Les profits générés par le partenariat SMSP-POSCO représentent, pour le groupe calédonien, un levier essentiel dans le financement de la construction de l'usine du Nord.

#### Première solution de nickel de Vale Inco

L'usine du Sud a présenté fin janvier 2010 sa première solution de nickel. L'obtention de ce produit correspond à la réussite technique des premières étapes du processus de production. D'autres étapes devront être franchies afin d'obtenir les produits finis que sont le nickel et le cobalt. Le processus utilisé par Vale Inco, pour extraire le nickel du minerai, est l'hydrométallurgie, technologie permettant de traiter de façon rentable la latérite à faible teneur en nickel présente sur le plateau de Goro.

#### Ouverture de « la Néa » à Koné

Un hôtel 3 étoiles, dénommé « la Néa », a été inauguré le 31 décembre 2009, à Koné. C'est le sixième hôtel de la chaîne hôtelière des Grands Hôtels de Nouvelle-Calédonie, filiale de Sofinor. Représentant un investissement global de 737 millions de F CFP, cet hôtel de 30 bungalows pour une capacité d'hébergement de 90 personnes, a permis de créer 30 emplois sur la zone Voh-Koné-Pouembout.

#### Adoption du budget primitif 2010 de la Province des Iles

En milliards de F CFP	Budget propre	Variation annuelle
2010	15,6	-4,8 %
Rappel 2009	16,4	-4,7 %

Emplois		Ressources			
Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Dotations Etat	Dotations NC	Recettes fiscales	Autres
12,3	3,3	2,5	10,9	0,2	2,0
12,6	3,8	3,0	10,8	0,4	2,2

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			janv.-10	133,9	1,2%	1,1%
Nombre de demandeurs d'emploi			déc.-09	6 017	-4,9%	7,2%
Commerce extérieur - Millions de F CFP						
Exportations	mensuelles	déc.-09	7 128	-4,7%	-12,2%	
	cumulées	déc.-09	80 150	-	-25,0%	
Importations	mensuelles	déc.-09	21 621	25,3%	-20,8%	
	cumulées	déc.-09	220 223	-	-16,0%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
<b>NICKEL</b>						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			janv.-10	8,36	8,1%	63,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			janv.-10	699,11	10,4%	51,3%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-09	515	35,2%	22,1%	
	cumulées	déc.-09	3 567	-	15,2%	
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	3 911	-9,0%	-35,3%	
	cumulées	déc.-09	51 029	-	-2,2%	
<b>TOURISME</b>						
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-09	9 181	10,8%	-14,2%	
	cumulés	déc.-09	99 379	-	-4,1%	
• Nuitées	mensuels	nov.-09	49 353	17,1%	-17,5%	
	cumulés	nov.-09	523 389	-	-7,5%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		nov.-09	68,00%	+ 3,6 pts	- 4,3 pts	
• Croisiéristes	cumulés	déc.-09	160 089	-	-7,6%	
<b>BTP</b>						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	10 416	-7,4%	-7,9%	
	cumulées	déc.-09	138 661	-	-0,6%	
• Index BT 21 (p)		déc.-09	129,04	-0,1%	-4,7%	
• IRL (p)		déc.-09	108,51	-0,2%	0,7%	
<b>CREVETTES</b>						
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	0	ns	ns	
	cumulées	déc.-09	1 079	-	-16,7%	
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-09	0	ns	ns	
	cumulées	déc.-09	1 317	-	-16,8%	
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	déc.-09	701	37,2%	-32,5%	
	cumulées	déc.-09	7 246	-	-7,7%	

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

### Évolution des cours du nickel au LME (\$/lb)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

Accélération de la croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	déc.-07	déc.-08	déc.-09	var 08/07	var 09/08
Circulation fiduciaire	12 848	13 625	13 978	6,0%	2,6%
Dépôts à vue	188 185	196 488	214 174	4,4%	9,0%
<b>Total M1</b>	<b>201 033</b>	<b>210 113</b>	<b>228 152</b>	<b>4,5%</b>	<b>8,6%</b>
M2-M1	68 408	75 883	89 900	10,9%	18,5%
<b>Total M3</b>	<b>385 056</b>	<b>422 772</b>	<b>462 942</b>	<b>9,8%</b>	<b>9,5%</b>

### Concours de caractère bancaire

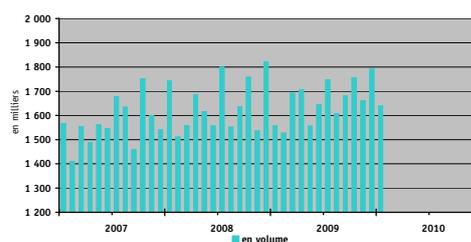
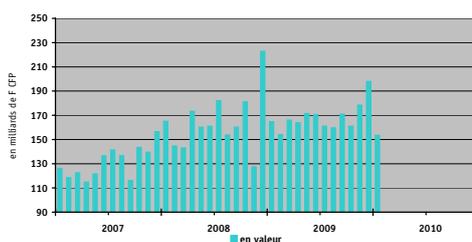
Confirmation du ralentissement de la croissance des encours, mais portefeuille toujours sain

en millions de F CFP	sept.-07	sept.-08	sept.-09	var 08/07	var 09/08
Entreprises	267 591	333 030	364 064	24,5%	9,3%
Ménages	265 599	295 374	317 175	11,2%	7,4%
Collectivités locales	36 536	38 913	35 134	6,5%	-9,7%
Autres agents de CCB non ventilés	9 438	10 082	9 985	6,8%	-1,0%
<b>Total encours sain</b>	<b>579 165</b>	<b>677 399</b>	<b>726 359</b>	<b>17,0%</b>	<b>7,2%</b>
Créances douteuses brutes	15 384	14 679	15 051	-4,6%	2,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>594 548</b>	<b>692 078</b>	<b>741 410</b>	<b>16,4%</b>	<b>7,1%</b>

### Compensation

Baisse de la valeur des échanges sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	janv.-10	1 639 858	-8,5%	5,3%
	janv.-09	1 557 500	-14,5%	-10,6%
Compensation (en milliards de F CFP)	janv.-10	153,6	-22,4%	-6,8%
	janv.-09	164,8	-26,0%	-0,3%



### Incidents de paiements

Progression des incidents de paiement sur chèque sur les trois derniers mois

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3* janv.-10	1 857	13,1%	9,4%
	MM3 janv.-09	1 698	18,9%	2,1%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3 janv.-10	158	3,9%	17,9%
	MM3 janv.-09	134	1,0%	32,2%

\* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

### Interdits bancaires

Poursuite de la stabilisation du nombre d'interdits bancaires

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock janv.-10	6 127	3,4%	0,3%
	dont personnes physiques janv.-10	5 484	3,7%	0,1%
	dont personnes morales janv.-10	643	0,8%	2,4%

### Cotation

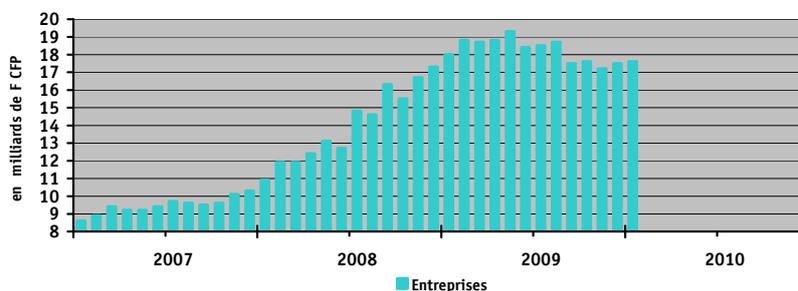
Augmentation du nombre d'entreprises éligibles

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	janv.-10	7 542	0,7%	-1,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	janv.-10	3 142	4,5%	1,0%

### Refinancement des entreprises

Léger recul du réescompte sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises janv.-10	17,6	0,5%	-1,9%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	Var	
Indice des prix à la consommation	janv	132,5	133,9	1,1	
<b>Entreprises</b>					
nb d'entreprises (a)	déc	45 828	49 658	8,4%	
	dont nb d'entreprises individuelles (a)	39 950	43 541	9,0%	
créations d'entreprises	déc	4 237	4 675	10,3%	
cessations d'entreprises (p)	déc	2 068	2 168	4,8%	
liquidations judiciaires (nb)	déc	95	115	21,1%	
redressements judiciaires (nb)	déc	96	90	-6,3%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv	628	643	2,4%	
ventes de ciment local (tonnes)	déc	137 108	136 945	-0,1%	
importation ciment (tonnes)	déc	2 415	1 716	-28,9%	
total ciment (tonnes)	déc	139 523	138 661	-0,6%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	35 701	27 506	-23,0%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	12 062	9 015	-25,3%	
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	4 131	3 977	-3,7%	
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)	sept	81 415	83 210	2,2%	
dont secteur privé	sept	57 807	59 311	2,6%	
dont secteur public	sept	23 608	23 899	1,2%	
demandes d'emploi de fin de mois	déc	5 614	6 017	7,2%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 600	6 981	5,8%	
chômeurs indemnisés	déc	1 391	1 726	24,1%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr	742,4	781,1	5,2%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	5 480	5 484	0,1%	
décision retrait cartes bancaires	janv	166	169	1,8%	
incidents paiements sur chèques	janv	2 298	2 288	-0,4%	
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	7 853	7 246	-7,7%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	15 659	15 019	-4,1%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 748	26 893	0,5%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	15 099	14 673	-2,8%	
<b>Echanges</b>					
nombre de touristes	déc	103 672	99 379	-4,1%	
nombre de croisiéristes	déc	173 208	160 089	-7,6%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	nov	62,4%	59,4%	-3,0pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	janv	5,12	8,36	63,1%	
cours du nickel au LME en \$/lb	janv	5,12	8,36	63,1%	
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	3 100	3 567	15,0%	
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	déc	16 973	13 158	-22,5%	
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	52 195	51 029	-2,2%	
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	83 278	59 371	-28,7%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	1295	1079	-16,7%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 583	1 317	-16,8%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	101 834	73 847	-27,5%	
part de ces produits dans le total des exportations	déc	95%	92%	-3,14pt	
total des importations (M FCFP)	déc	262 188	220 223	-16,0%	
total des exportations (M FCFP)	déc	106 886	80 150	-25,0%	
taux de couverture	déc	40,77%	36,40%	-4,4pts	
recettes douanières (M FCFP)	déc	43 063	41 058	-4,7%	
<b>indicateurs financiers (M de FCFP)</b>					
	Dépôts à vue	déc	196 488	214 174	9,0%
	M1	déc	210 113	228 152	8,6%
	M2	déc	285 996	318 052	11,2%
	Dépôts à termes	déc	136 235	144 604	6,1%
	M3	déc	422 772	462 942	9,5%
	P1	déc	4 270	4 188	-1,9%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	6,88%	4,94%	-1,94 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	5,86%	4,65%	-1,21 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,43%	5,28%	-0,15 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	14,83%	17,11%	2,28 pts	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	692 078	741 410	7,1%	
	Ménages	sept	295 374	317 175	7,4%
	dont crédits à la consommation	sept	62 637	65 236	4,1%
	dont crédits à l'habitat	sept	231 416	250 726	8,3%
	Entreprises	sept	333 030	364 064	9,3%
	dont crédits d'exploitation	sept	88 218	76 084	-13,8%
	dont crédits d'investissement	sept	174 952	201 075	14,9%
	dont crédits à la construction	sept	62 736	79 611	26,9%
	Collectivités locales	sept	38 913	35 134	-9,7%
	dont d'investissement	sept	33 243	31 421	-5,5%
	Autres agents de CCB non ventilés	sept	10 082	9 985	-1,0%
	créances douteuses brutes	sept	14 679	15 051	2,5%
	taux de créances douteuses brutes	sept	2,1%	2,0%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	488 076	527 346	8,0%	
	Ménages	sept	282 903	297 044	5,0%
	Sociétés	sept	147 006	158 489	7,8%
	Autres agents	sept	58 167	71 745	23,3%
	dont assurances-vie	sept	71 362	81 161	13,7%

(p) : provisoire (a) : actualisé

## 2 - Actualité régionale

### Passage de Oli en Polynésie Française

Le cyclone tropical *Oli* a parcouru près de 5000 km dans le Sud-Ouest de l'océan Pacifique et en Polynésie française du 1er au 6 février 2010 avec des rafales pouvant atteindre 200 km/h. Il s'est abattu sur l'île de Tubuai dans la nuit du 4 au 5 février faisant de nombreux dégâts matériels et laissant nombre de ses habitants sans abris. (Source : Presse Tahiti)

### Indicateurs économiques de Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande enregistre au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 son taux de chômage le plus élevé depuis 1999, à 7,3 %, en progression de 12,3 % sur le trimestre. Le nombre de chômeurs s'établit à 168 000 personnes à fin 2009, avec 18 000 demandeurs d'emplois supplémentaires depuis septembre.

2,5 millions de touristes ont visité la Nouvelle-Zélande en 2009, sensiblement le même chiffre qu'en 2008. Cependant, décembre enregistre le record mensuel de fréquentation touristique avec 341 000 visiteurs, soit une hausse de 6 % en glissement annuel. Les touristes australiens participent majoritairement à cette augmentation (+11 %). A l'inverse, les anglais, les chinois, les japonais et les coréens ont été moins nombreux à se rendre en Nouvelle-Zélande. (Source : Statistics New Zealand)

## 3 – Brèves locales

### Futuna sans roi

Peu après la démission du roi de Sigave il a quelques mois, le roi d'Alo, Petelo VIKENA, a abdicé le 22 janvier 2010, 14 mois seulement après son intronisation. Contesté au sein même de son gouvernement, il a prit la décision de rendre la racine de kava, symbole de son titre. C'est le *Saakafu* (porte-parole) qui assure la gestion du royaume dans l'attente de la désignation d'un nouveau roi par le clan royal de Talise. (Source : RFO WF)

### Charte sur les tarifs aériens

Le 21 janvier 2010 a été signée une charte d'engagements volontaires entre le Délégué Interministériel pour l'Egalité des Chances des Français d'Outre-Mer, Air France et Air Calédonie International. Les passagers entre Wallis et Paris bénéficieront ainsi des tarifs les plus bas sur 1600 sièges entre le 1er décembre et la fin février, soit 15 % de la capacité offerte. D'autres tarifications particulières entreront en vigueur notamment en basse saison pour les personnes les plus défavorisées ou lors de voyages liés au décès d'un membre de la famille. Cette charte doit prendre effet courant 2010.

### Augmentation des tarifs des hydrocarbures

L'arrêté n°2010-007 du 29 janvier 2010 fixe le prix des carburants mis à la consommation sur le Territoire à compter du 1er février 2010, soit :

- 162,2 F CFP/l pour l'essence, soit une hausse de 0,6 % par rapport à décembre 2009
- 153,3 F CFP/l pour le gazole routier (+6,5 %)
- 119,2 F CFP/l pour le gazole vendu à EEWf (+6,7 %)
- 154,5 FCFP/l pour le kérosène (2,0 %)

### Nominations

Yves GANTOU, le nouveau directeur de Radio France d'Outre-mer à Wallis-et-Futuna (RFO), est arrivé de métropole le 20 janvier 2010 et a pris ses fonctions le jour même. L'activité de RFO reprend donc son cours, après les événements qui avaient perturbé le fonctionnement de la station à la fin de l'année 2009.

Le nouveau directeur de l'Agence de Santé de Wallis-et-Futuna, Claude WETTA, est arrivé sur le Territoire le 25 janvier 2010, date de sa prise de fonction. Il est nommé pour une période de 2 ans. L'Agence de Santé de Wallis-et-Futuna était restée sans Directeur depuis juillet 2009.

## 4 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Légère augmentation de M3 soutenue par les placements à court terme

en millions de F CFP	déc-08	nov-09	déc-09	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 928	1 929	2 001	3,71%	3,76%
Dépôts à vue	3 033	3 399	3 416	0,50%	12,63%
<b>Total M1</b>	<b>4 961</b>	<b>5 328</b>	<b>5 417</b>	<b>1,67%</b>	<b>9,19%</b>
M2-M1	417	647	611	-5,56%	46,52%
<b>Total M3</b>	<b>6 451</b>	<b>6 640</b>	<b>6 692</b>	<b>0,78%</b>	<b>3,74%</b>

### Concours à caractère bancaire

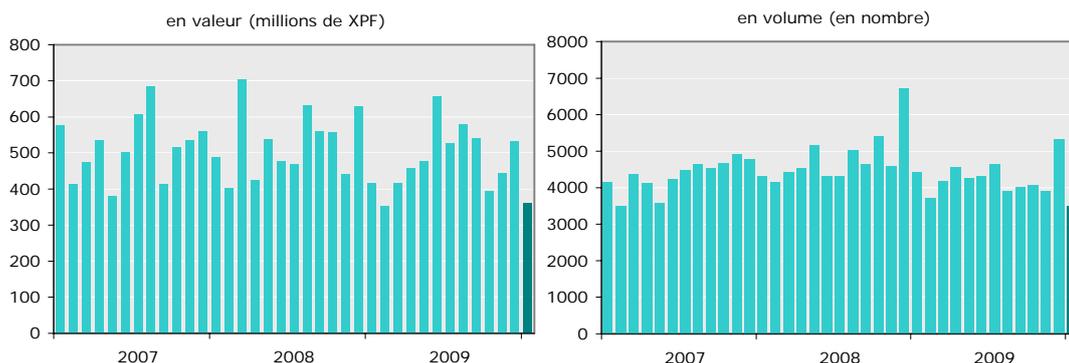
Confirmation de la baisse des concours et de la dégradation du portefeuille liée à la contraction des crédits à l'équipement et à l'habitat

en millions de F CFP	sept-07	sept-08	sept-09	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	907	1 000	996	10,3%	-0,4%
Crédits à l'équipement	987	1 122	970	13,7%	-13,5%
Crédits à l'habitat	759	656	507	-13,6%	-22,7%
Autres crédits	386	401	379	3,9%	-5,5%
Sous total	3 039	3 179	2 852	4,6%	-10,3%
Créances douteuses brutes	1 008	982	1 097	-2,6%	11,7%
<b>Total</b>	<b>4 047</b>	<b>4 161</b>	<b>3 949</b>	<b>2,8%</b>	<b>-5,1%</b>

### Compensation

Baisse des opérations de compensation en volume et en valeur

	janv-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 506	3 506	-34,1%	-20,8%
Compensation (en millions de CFP)	361,0	361,0	-32,1%	-13,3%



### Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiements sur le mois et sur l'année

en nombre	janv-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements par chèque	55	55	-28,6%	-56,0%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0,0%	-100,0%

### Interdits bancaires

Augmentation des interdictions bancaires chez les particuliers

en nombre	janv-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>447</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,8%</b>
- dont personnes physiques	436	1,6%	2,3%
- dont personnes morales	11	0,0%	-15,4%

### Cotation

Diminution du nombre de cotes éligibles au réescompte

en nombre	janv-10	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>48</b>	<b>-2,0%</b>	<b>9,0%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	-17,6%	-6,6%

## Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>			4e T 2009	101,98	-	-0,6%
<b>SMIG mensuel (janvier 2008 et septembre 2008) en XPF</b>			mars-09	79 812	-	+4,5%
<b>Nombre d'emplois salariés*</b>			mai-09	1 483	-	-36,3%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>						
Importations	mensuelles	janv-10	464,3	31,0%	89,1%	
	cumulées	janv-10	464,3	-	89,1%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	janv-10	87,3	23,0%	134,0%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	janv-10	87,3	-	134,0%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	janv-10	41,3	-	38,6%	
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Energie</b>						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		3ème T 2009	4 987	-	-0,3%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-09	650	3,6%	-	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-09	168	-8,9%	-	
<b>Transports</b>						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-09	3 074	19,4%	7,3%	
	cumulé	déc-09	27 660	-	2,9%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-09	1 349	9,6%	9,8%	
	cumulé	déc-09	13 316	-	3,5%	
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	janv-10	4	100,0%	-	
	cumulées	janv-10	4	-	-	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		4e T 2009	39	-4,9%	-20,4%	

\*chiffres provisoires

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	2010	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	déc	102,55	101,98		-0,6%
<b>Entreprises</b>					
nombre d'entreprises**	déc	723	704	-	-2,6%
créations**	déc	12	4	-	-66,7%
fermetures**	déc	34	0	-	-100,0%
personnes morales en interdiction bancaires (nb)	janv		13	11	-15,4%
ventes de ciment (tonnes) (chiffres partiels)	déc	2 026	1 827	-	-9,8%
importations de biens d'équipement (M XPF)	janv	-	27	83	207,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janv	-	-	2,0	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv	-	3	3	0,0%
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)*	mai	2 258	1483	-	-34,3%
dont secteur privé*	mai	927	649	-	-30,0%
dont secteur public*	mai	1 331	834	-	-37,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> sept	472,3	-	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	-	426	436	2,3%
décision retrait cartes bancaires	janv	-	4	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques	janv	-	125	55	-56,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janv	-	-	17	-
importations de produits alimentaires (M XPF)	janv	-	77	105	36,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janv	-	19	43	126,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janv	-	11	6	-45,5%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>					
Importations	janv	-	245,5	464,3	89,1%
exportations	janv	-	-	-	-
recettes douanières	janv	-	68	129	91,7%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	janv	-	37	87	134,0%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	janv	-	30	41	38,6%
<b>Indicateurs financiers**</b>					
Dépôts à vue	déc	3 033	3 416	-	12,6%
M1	déc	4 961	5 417	-	9,2%
M2	déc	5 378	6 028	-	12,1%
Dépôts à termes	déc	1 072	664	-	-38,1%
M3	déc	6 253	6 451	-	3,2%
P1	déc	0	0	-	-
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	sept	1 682	1 510	-	-10,2%
dont crédits à la consommation	sept	1 019	999	-	-2,0%
dont crédits à l'habitat	sept	656	507	-	-22,7%
Entreprises	sept	943	853	-	-9,5%
dont crédits d'exploitation	sept	194	227	-	17,0%
dont crédits d'investissement	sept	719	607	-	-15,6%
dont crédits à la construction	sept	0	0	-	-
Collectivités locales	sept	403	363	-	-9,9%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	151	124	-	-17,9%
créances douteuses brutes	sept	982	1 097	-	11,7%
taux de créances douteuses	sept	23,6%	27,8%	-	17,8%
ensemble des actifs financiers					
Ménages	sept	2 983	2 725	-	-8,6%
Sociétés	sept	1 722	2 301	-	33,6%
Autres agents	sept	5 032	4 075	-	-19,0%
dont assurances-vie	sept	726	795	-	9,5%

\*chiffres provisoires

\*\*chiffres révisés

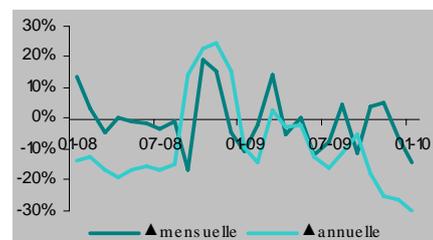
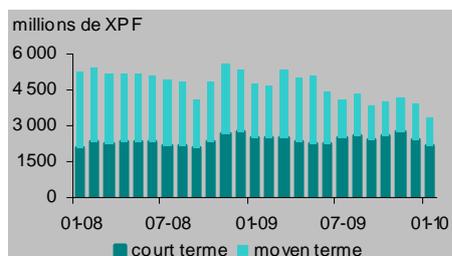
Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Forte baisse du refinancement en janvier.

en millions de F CFP	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 214	1 523	1 167	-23,4%	-47,3%
Utilisations à moyen terme	2 532	2 376	2 168	-8,7%	-14,4%
<b>Refinancement total</b>	<b>4 745</b>	<b>3 899</b>	<b>3 335</b>	<b>-14,5%</b>	<b>-29,7%</b>



### Cotation

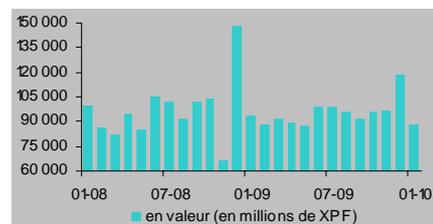
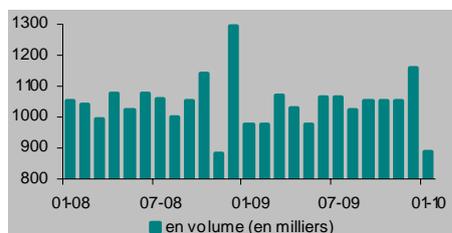
Baisse de la proportion d'entreprises éligibles au refinancement sur l'année en dépit d'une légère augmentation de leur nombre.

en nombre	janv-09	déc-09	janv-10
Entreprises cotées :	4 425	4 960	5 097
dont éligibles au refinancement	1 475	1 464	1 484
en %	33,3%	29,5%	29,1%

### Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur sur l'année.

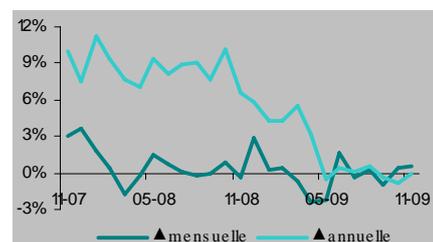
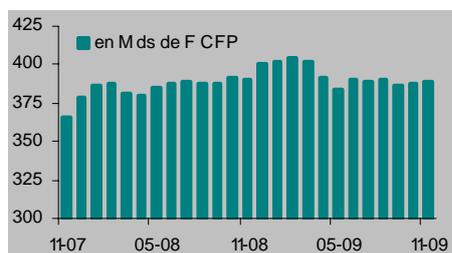
	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲ annuelle
Nombre	976 947	1 160 323	885 885	-23,7%	-9,3%
Montant (millions de F CFP)	93 658	118 826	88 385	-25,6%	-5,6%



### Masse monétaire

Augmentation de M3 sur le mois soutenue par les dépôts à vue.

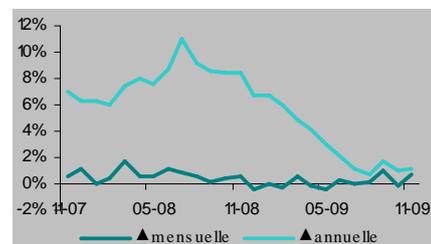
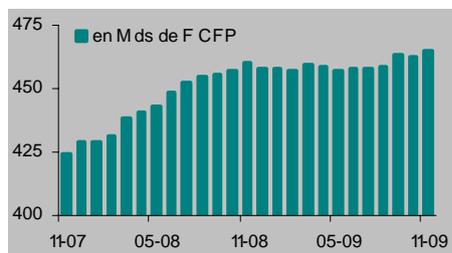
en millions de F CFP	nov-08	oct-09	nov-09	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 865	14 206	14 034	-1,2%	9,1%
Dépôts à vue	136 073	150 696	155 677	3,3%	14,4%
Comptes sur livrets	58 814	107 798	108 100	0,3%	83,8%
Comptes d'épargne logement	197	214	214	-0,1%	8,6%
Dépôts à terme	169 536	104 423	102 231	-2,1%	-39,7%
Autres	12 266	10 298	9 298	-9,7%	-24,2%
<b>Total M3</b>	<b>389 751</b>	<b>387 636</b>	<b>389 554</b>	<b>0,5%</b>	<b>-0,1%</b>



## Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie en novembre, chute sur un an.

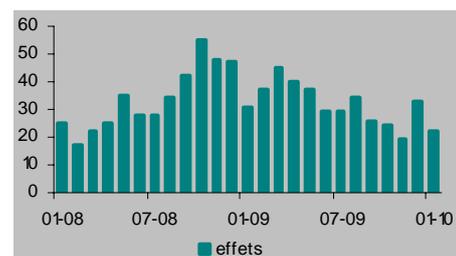
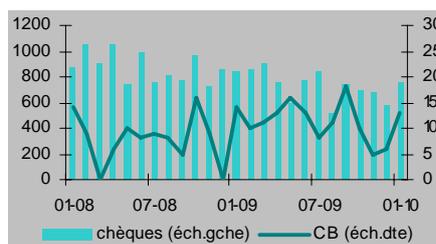
en millions de F CFP	nov-08	oct-09	nov-09	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	138 979	131 815	133 008	0,9%	-4,3%
Crédits d'équipement	62 503	65 959	65 895	-0,1%	5,4%
Crédits à l'habitat	147 174	154 722	155 011	0,2%	5,3%
Autres crédits	82 892	71 596	73 517	2,7%	-11,3%
Créances dout. brutes	28 222	38 028	37 719	-0,8%	33,7%
<b>Total CCB</b>	<b>459 770</b>	<b>462 120</b>	<b>465 150</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,2%</b>



## Incidents de paiement

Forte hausse du nombre d'incidents de paiement sur chèques sur le mois, mais baisse observée en glissement annuel.

en nombre	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an
<b>Incidents de paiements :</b>	<b>886</b>	<b>620</b>	<b>784</b>	<b>26,5%</b>	<b>-11,5%</b>
- sur chèques	841	581	749	28,9%	-10,9%
- sur effets	31	33	22	-33,3%	-29,0%
- retraits de cartes bancaires	14	6	13	116,7%	-7,1%



## Interdits bancaires

Augmentation du nombre de personnes physiques en interdits bancaires sur le mois mais diminution sur l'année.

en nombre	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>4 118</b>	<b>3 823</b>	<b>3 847</b>	<b>0,6%</b>	<b>-6,6%</b>
- dont personnes physiques	3 684	3 389	3 414	0,7%	-7,3%
- dont personnes morales	434	434	433	-0,2%	-0,2%

## 3 – Brèves économiques locales

### Visite ministérielle

Visite en Polynésie française de la ministre chargée de l'Outre-mer.

La ministre chargée de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, a effectué une visite d'une semaine en Polynésie française. Ce séjour a notamment permis de concrétiser la réforme de la dotation globale de développement économique (DGDE) et d'engager la concertation autour de la réforme du mode de scrutin relatif à l'élection des représentants de l'Assemblée de Polynésie.

Dans le cadre d'un partenariat renoué, la ministre et le Président de la Polynésie ont signé, le 4 février, une déclaration commune portant réforme de la DGDE. Cette réforme vise à instaurer une relation financière pérenne entre les deux partenaires. Dans ces conditions, l'Etat et le Pays se sont accordés sur la suppression de l'actuelle DGDE, reposant sur une base conventionnelle, pour lui substituer trois nouveaux instruments financiers qui seront désormais définis dans la loi de finances nationale : la dotation de fonctionnement de la Polynésie française (DF-PF), la dotation territoriale pour l'investissement des communes de Polynésie française (DTIC-PF) et la dotation relative aux

investissements prioritaires de la Polynésie française. Pour 2011, le montant total des sommes versées dans le cadre du nouveau dispositif atteindrait 18 milliards de F CFP répartis à hauteur de 60 % pour la DF-PF (11 milliards), 34 % pour les dotations relatives aux investissements du Pays (6 milliards) et 6 % pour la DTIC-PF (1 milliard).

La ministre chargée de l'Outre-mer a également rencontré les élus polynésiens et initié le débat et la réflexion en vue d'une réforme à venir de la loi électorale, souhaitée par le Président de la République. Ces rencontres ont permis de dégager plusieurs propositions comme l'instauration d'une nouvelle prime majoritaire, la réduction du nombre de représentants à l'Assemblée de Polynésie, la création d'une circonscription unique... Autre modification envisagée, un encadrement plus strict des modalités de dépôt d'une motion de défiance (nombre de signatures nécessaires à son dépôt revu à la hausse et le nombre de dépôts sur une mandature limité).

Ces échanges constituent la première étape d'un long processus devant mener à la réforme de la loi électorale. Ainsi, une mission composée de juristes et de hauts fonctionnaires chargée de recueillir les propositions de tous les partis politiques polynésiens est programmée à la fin du mois de mars. A l'été 2010, une délégation polynésienne sera invitée à Paris en vue d'arrêter le projet de réforme avant que des arbitrages ne soient rendus en fin d'année par l'Élysée.

## Education

Convention signée pour rénover collèges et lycées polynésiens

Le 17 janvier, la Polynésie française a signé avec l'Etat un avenant à la convention du 4 avril 2007 qui dispose des dotations financières allouées par l'Etat au Pays. Le montant global de cette convention s'élève à 3,2 milliards de F CFP. Pour l'exercice 2010, ces dotations seront donc reconduites dans l'attente de la mise en place de la dotation globale de compensation (DGC) à l'horizon 2011.

## Tourisme

Exonération fiscale pour l'activité de charter nautique grande plaisance en Polynésie française.

L'Assemblée de Polynésie française a adopté le 22 janvier une loi de Pays introduisant une modification importante dans le code des impôts en faveur de l'activité de charter nautique grande plaisance. Elle permettra ainsi aux propriétaires et armateurs de yachts de luxe étrangers de bénéficier d'une exonération fiscale générale pour la location de leurs navires à des touristes. Cette disposition permet d'alléger une fiscalité qui était de nature à freiner le développement de cette activité en Polynésie. Cette mesure pourrait permettre d'assurer la venue d'au moins 360 touristes en 2010 sur 8 navires charters.

## Economie

Inauguration des locaux de l'ADIE

Les locaux de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) ont été inaugurés le 26 janvier en présence des autorités de l'Etat et du Pays. Déjà présente dans de nombreux départements et collectivités d'outre-mer, l'ADIE s'est implantée en Polynésie en août 2009 avant de démarrer son activité en novembre. Cette association finance et accompagne les créateurs d'entreprises par l'octroi de microcrédits. En deux mois d'activité en 2009, l'ADIE a octroyé 17 microcrédits pour un montant total de 4,3 millions de F CFP. Pour 2010, l'ADIE s'est fixé pour objectif de financer 170 porteurs de projets représentant un engagement global de 45 millions de F CFP. En outre, elle prévoit la mise en place de deux permanences à Papara et Moorea.

## Emploi

Adoption du chèque-service aux particuliers

Le projet de loi portant mise en œuvre du chèque-service aux particuliers a récemment été adopté à l'Assemblée de Polynésie française. Son objectif est de lutter contre le travail informel et de favoriser la reprise de l'emploi. Son champ d'application devrait être limité à quelques secteurs cibles comme les tâches ménagères et d'entretien (jardin), la garde d'enfant ou l'assistance à personne dépendante (personnes âgées, handicapés). Il est prévu que le gouvernement participe financièrement (cotisations sociales patronales, indemnités de précarité et de congés payés).

## Dépenses publiques

Bilan 2009 de la Direction de l'Équipement

Les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement se sont élevés à 11,6 milliards de F CFP dont 61% pour les infrastructures routières et fluviales (7,1 milliards de F CFP), 33% pour les ouvrages maritimes et aéroportuaires (3,8 milliards de F CFP) et 6% pour des constructions publiques (0,7 milliard de F CFP).

Celles-ci ressortent en hausse de 32% par rapport à l'année précédente (8,8 milliards de F CFP en 2008). Pour 2010, la Direction de l'équipement devrait disposer de 14,2 milliards de F CFP de crédits, dont 10,2 milliards inscrits au budget de la Polynésie française et 4 milliards au titre des reports de crédits de l'année 2009.

## Automobile

Forte chute de la vente de voitures neuves en 2009

En 2009, 5.450 voitures neuves ont été immatriculées contre 7.377 en 2008, soit une baisse de plus de 26 % en un an. Il s'agit du plus faible nombre de ventes de nouveaux véhicules depuis une décennie. Tous les segments automobiles sont touchés, des berlines (- 35 %) aux pick-up (- 31 %) en passant par les SUV (- 26 %). En lien avec la situation économique actuelle, le marché s'oriente vers des véhicules de taille plus modeste, moins coûteuses et qui consomment moins de carburant.

## Prix

Baisse des prix des hydrocarbures...

Le conseil des ministres a consenti la baisse des prix des hydrocarbures au 1<sup>er</sup> février : le prix du litre d'essence sans plomb est ainsi passé de 140 à 137 F CFP et celui du gazole de 125 à 121 F CFP, soit des baisses respectives de 2,1 % et 3,2 % des prix de vente au détail.

... et des tarifs aériens à destination des collectivités et pays d'outre-mer.

Le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer a rendu public le dispositif pour une baisse des tarifs aériens entre l'Hexagone et les collectivités et pays d'outre-mer. Des chartes d'engagement volontaires ont été signées avec les dirigeants des compagnies aériennes desservant ces territoires. Pour la Polynésie française, une charte a été conclue avec Air France tandis qu'une autre est en cours de finalisation avec Air Tahiti Nui.

Dans le cadre de ces accords, les compagnies aériennes ont consenti une part de 15 % des billets vendus aux prix le plus bas de leur grille tarifaire. En matière de tarifications particulières, une importante réduction sur le prix public en période de basse saison a été approuvée pour faciliter le déplacement des personnes les plus défavorisées souhaitant de rendre dans leur collectivité d'origine. Par ailleurs, les compagnies aériennes proposeront en cas de déplacement pour deuil un tarif spécial, sans contrainte, équivalent au tarif le plus bas de leur grille tarifaire.

## Energie

Avis favorable à 13 centrales photovoltaïques

La commission territoriale de l'Énergie a rendu un avis favorable à treize projets de construction de centrales photovoltaïques. Celles-ci permettront une substitution de 4,5 % de la consommation électrique de Tahiti par le solaire, avec des pointes pouvant atteindre près de 10 % durant les journées ensoleillées.

Le niveau de production attendu devrait permettre de diminuer substantiellement les importations d'hydrocarbures et d'améliorer le niveau d'autonomie énergétique du Pays. La réalisation de ces projets, programmée pour 2010, pourrait constituer un potentiel de création de plusieurs centaines d'emplois. La concrétisation de ces projets demeure toutefois suspendue à leur approbation en Conseil des Ministres.

## Lutte anti-blanchiment

Avis favorable rendu par le Conseil des ministres sur l'application en Polynésie d'un projet de décret relatif à la lutte anti-blanchiment

Le Conseil des ministres a rendu un avis favorable sur le projet de décret relatif à l'application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de certaines dispositions du code monétaire et financier portant sur la prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Elles concernent l'activité de changeur manuel et les conditions requises pour exercer cette profession. Elles complètent également les obligations de vigilance du banquier, notamment sur le contrôle de l'identité et de la justification du domicile du postulant avant l'ouverture d'un compte bancaire.

## Intempéries

Passage du cyclone Oli en Polynésie française

En cette période de saison cyclonique, deux dépressions tropicales ont fait leur apparition dans le Pacifique Sud et atteint la Polynésie française en janvier. Si les effets de Nisha ont été relativement modérés, ceux d'Oli, requalifié de cyclone tropical après une forte intensification, ont été dévastateurs, en particulier aux Australes.

Si le bilan humain du passage du cyclone reste relativement léger, 14 blessés dont 1 grave, le bilan matériel est pour sa part très lourd. Ainsi, près de 700 habitations ont été endommagées, dont 400 seraient à reconstruire, et de nombreux dommages sont à déplorer sur des ouvrages publics (routes, ponts). En outre, les préjudices sur l'économie polynésienne sont importants : ainsi, 118 établissements d'hébergement touristique ont été détériorés par les violentes intempéries et le secteur agricole a enregistré des pertes estimées à 400 millions de F CFP. Au total, le premier bilan chiffré des autorités fait état de 6,5 milliards de F CFP de dégâts occasionnés par le passage du cyclone Oli.

## 4 – Brèves économiques régionales

### Australie

Hausse modérée des crédits bancaires en 2009.

L'encours des crédits accordés par l'ensemble des intermédiaires financiers aux agents économiques australiens a augmenté de 1,5 % en 2009. La confiance des ménages australiens semble s'être rétablie, comme en témoigne la forte croissance des crédits à l'habitat sur l'année (+ 8,2 %), celle-ci concernant aussi bien les ménages que les investisseurs privés. En revanche, les crédits aux entreprises se sont inscrits en baisse de 7 % en 2009, dans un contexte de resserrement des conditions d'octroi.

### Nouvelle-Zélande

Nouvelle hausse du chômage.

Le nombre de chômeurs a continué à augmenter au cours du dernier trimestre 2009, pour atteindre 168.000, portant le taux de chômage à 7,3 %, soit son plus haut niveau depuis dix ans (juin 1999).

La dégradation du marché de l'emploi est essentiellement due aux nouveaux arrivants sur le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a observé une hausse sensible au cours de l'année écoulée (+ 6,4 points), s'élevant désormais à 18,4 %.

En 2009, l'emploi a reculé de 2,4 %, touchant principalement l'industrie et le commerce de détail.

Dans le même temps, le coût du travail n'a augmenté que de 1,8 % en 2009, soit la plus faible augmentation annuelle depuis 2001. Le taux de croissance annuel des salaires n'a cessé de baisser depuis 15 mois.

## Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - décembre 2009 (base 100 décembre 2007)	102,6	0,8%	-0,8%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - novembre 2009 (base 100 janvier 2000)	121,5	-0,1%	-4,8%
Index BTP 01 - décembre 2009 (base 100 août 2001)	1,203	-2,3%	1,0%
Indice TPP - décembre 2009 (base 100 août 2001)	1,185	-0,1%	0,3%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	déc-09	Cumul 2009	Δ cum/an. préc.
Importations dont :	11 818	147 109	-16,4%
- produits agroalimentaires	2 740	32 209	-2,1%
- biens d'équipement	1 917	27 318	-20,4%
Exportations dont :	4 136	12 511	-22,7%
- perles brutes	995	7 675	-9,4%
- poissons	43	516	91,5%

(source: ISPF)

## TOURISME

	oct-09	nov-09	Cumul 2009	Δ cum/ an. préc.
Nombre de touristes	15 972	12 892	147 489	-19,2%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	51,4%	49,0%	-	-
	nov-09	déc-09	Cumul 2009	Δ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	42 759	42 711	526 193	-15,2%

(sources: ISPF, SEAC)

## 4 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	29/01/2010	31/12/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,3260%	0,4100%	- 0,084 pt	2,3520%	- 2,026 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,4260%	0,4530%	- 0,027 pt	2,6030%	- 2,177 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,6650%	0,7000%	- 0,035 pt	2,8920%	- 2,227 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	0,9660%	0,9940%	- 0,028 pt	2,9710%	- 2,005 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,2250%	1,2480%	- 0,023 pt	3,0490%	- 1,824 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	29/01/2010	31/12/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,3462%	0,3476%	- 0,001 pt	2,4511%	- 2,105 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,4380%	0,4790%	- 0,041 pt	2,9590%	- 2,521 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	0,6810%	0,7120%	- 0,031 pt	3,2570%	- 2,576 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	0,9780%	0,9950%	- 0,017 pt	3,3300%	- 2,352 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,2330%	1,2420%	- 0,009 pt	3,4180%	- 2,185 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,8000%	3,7400%	+ 0,060 pt	3,7300%	+ 0,070 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,6000%	3,5400%	+ 0,060 pt	3,5300%	+ 0,070 pt	
TRBOSP	3,7600%	3,7600%	+ 0,000 pt	3,6400%	+ 0,120 pt	

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	29/01/2010	31/12/2009	31/12/2008	29/01/2010	31/12/2009	31/12/2008	29/01/2010	31/12/2009	31/12/2008
taux JJ		0,160%	0,145%	1,000%	0,160%	0,430%	0,425%	0,485%	0,465%	1,350%
3 mois		0,460%	0,375%	2,900%	0,295%	0,305%	0,950%	0,685%	0,705%	2,850%
10 ans emprunts phares		3,710%	3,840%	3,020%	1,330%	nd	1,180%	3,920%	4,010%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%
Prêts à taux fixe	6,57%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,53%
Prêts à taux variable	5,92%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,61%
Prêts relais	6,40%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,71%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,45%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,71%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	85,4445	1 NZD/XPF	60,3570	1 HKD/XPF	11,0014	1 GBP/XPF	137,7011	
100 JPY/XPF	94,5951	1 AUD/XPF	77,5385	1 SGD/XPF	60,8556	100 VUV/XPF	85,3107	1 FJD/XPF	43,9576

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : février 2010 – Achevé d'imprimer le 12 février 2010 – N°ISSN 1955-8376

